

il y a deux jours à peine et qui a reçu, lors d'élections générales, un vote de confiance d'une forte majorité du peuple canadien. Dans un an, je comprendrais qu'il incombe à l'opposition d'examiner les réalisations du gouvernement et de décider s'il y a lieu d'exprimer sa non-confiance au gouvernement. Mais deux jours après le commencement des débats, avant même que nous ayons abordé notre programme législatif, il me semble que c'est d'un ridicule achevé.

Je me demande si les députés de l'opposition comprennent vraiment la nouvelle philosophie, introduite dans la politique canadienne par notre premier ministre et par ceux qui, comme lui, préparent l'avenir—une philosophie qui a captivé l'imagination des Canadiens; une philosophie que nous voudrions voir comprise de tous. Mais les députés de l'opposition la comprennent-ils réellement? Ont-ils eux-mêmes une philosophie? J'estime, monsieur l'Orateur, que l'amendement et le sous-amendement dont la Chambre a été saisie prouvent que l'opposition n'a pas encore compris. Elle critique pour le plaisir de critiquer. Elle voulait un discours du trône plus explicite. Serait-ce parce qu'elle voulait plus de choses à critiquer? Est-ce le rôle véritable de l'opposition? Je ne crois pas que les Canadiens veuillent ce genre d'opposition. Ils veulent que l'opposition sache s'opposer au gouvernement et le mette sur le qui-vive, mais je suis certain qu'ils ne veulent pas que l'opposition critique pour le plaisir de dire non. L'opposition a parlé de la pauvreté comme d'un phénomène nouveau, inconnu chez nous jusqu'ici. Qu'attend-elle du premier ministre? Qu'il brandisse sa baguette magique et crac! fasse disparaître la pauvreté?

Le gouvernement actuel a pris l'initiative la plus perspicace jamais préconisée par aucun gouvernement ces dernières années en attaquant avec lucidité et logique le problème de la pauvreté, lorsqu'il a créé un nouveau ministère du Développement rural. C'est ainsi que doit agir un gouvernement responsable. Or, quand nous entendons les élucubrations de l'opposition sur un programme qu'on n'a même pas eu la chance de mettre en œuvre, il me semble évident que l'opposition ne s'intéresse pas à un bon gouvernement, et qu'elle ne se préoccupe que de différer d'opinion et de critiquer.

• (3.50 p.m.)

L'honorable chef de l'opposition (M. Stanfield) a manifestement modifié sa stratégie. Il n'avait pas l'habitude de se comporter ainsi. C'est peut-être une occasion où il aurait

dû recourir à ses anciennes tactiques. C'est l'un des moments où il aurait dû répéter ce qu'il a si souvent exprimé auparavant: «Nous verrons, nous verrons.» Je crois comprendre pourquoi il a adopté cette attitude. Il craint tellement d'être éclipsé par son prédécesseur, le très honorable député, qu'il s'estime obligé de se montrer plus agressif que lui.

En parlant du très honorable député, ceux qui, parmi nous, ont voué à l'ancien premier ministre une grande affection filiale, sont très heureux de l'hommage qui lui a été rendu aujourd'hui, et nous sommes contents qu'il occupe un rang aussi élevé dans la liste officielle du protocole. En qualité d'ancien premier ministre, il a droit à la préséance non seulement sur le premier ministre précédent, mais aussi sur son propre chef. Cela nous plaît beaucoup et nous nous réjouissons avec lui.

J'ai été fort peiné d'entendre le chef de l'opposition signaler que le discours du trône ne mentionnait pas Sa Majesté. Il est évident qu'il s'agit là d'une tentative pour faire de la Reine un ballon politique. C'est une vieille tactique dont l'opposition s'est servie naguère au sujet du drapeau. Maintenant, l'opposition voudrait, semble-t-il, faire de la Reine un hochet politique. Les gens de l'opposition pensent-ils vraiment que la Reine soit leur propriété personnelle, qu'ils sont chargés de protéger? C'est une question que le chef de l'opposition n'aurait même pas dû mentionner s'il veut vraiment contribuer à l'avènement d'un bon gouvernement au pays.

Puis, à l'extrême gauche de Votre Honneur, se trouve le groupe que nous pourrions, je suppose, appeler «la gauche». Le peuple canadien s'est prononcé sur leur sort avec plus d'éloquence que je n'en suis capable. Exception faite d'un cas accidentel à l'échelon provincial, en Saskatchewan, ils ont été remis à leur place. Dans la présente législature, nous les voyons encore afficher leur pharisaïsme et faire des déclarations papelardes. Les Canadiens n'en sont plus dupes. Tout au long de la campagne électorale, ils ont repris leurs manèges, parlant du rapport Carter que la plupart n'ont pas lu, condamnant la hausse du prix des timbres-poste, comme une mesure dirigée contre le gagne-petit, alors qu'ils savaient parfaitement que ce serait les grosses entreprises qui paieraient.

Ils prétendent être les amis des ouvriers; voilà un autre mythe que les dernières élections ont dissipé. Ce n'est pas l'homme de la rue qui embrasse leur philosophie, mais peut-être certains organisateurs et chefs syndicaux.

De toute façon, nous les avons chassés sans équivoque du Nord de l'Ontario, là où ils